



HAL
open science

Histoire des analyses économiques de la guerre et des relations internationales

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Histoire des analyses économiques de la guerre et des relations internationales. Séminaire des doctorants UPMF Grenoble, Université Pierre Mendès France de Grenoble, Mar 2012, Grenoble, France. hal-02193885

HAL Id: hal-02193885

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02193885v1>

Submitted on 24 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Histoire des analyses économiques de la guerre et des relations internationales

Jacques FONTANEL

Traduction libre et renouvelée

De

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), Economic analysis confronted with the study of militarism and foreign policy. Review on a complex relationship between exclusion and integration, Cahiers de l'Espace Europe, Université Pierre Mendès France, Décembre.

Université Pierre Mendès France

Séminaire des doctorants,

Espace Europe

Grenoble, 2012

Résumé :

Depuis les origines de la science économique, les économistes ont traité des questions de guerre et de paix. Mais ces pensées se sont généralement répandues tout au long de leurs œuvres et peu de livres ont été entièrement consacrés à ces thèmes. La grande diversité des analyses économiques concernant la sécurité, la guerre et la paix appellent à la construction d'une classification, entre celles qui considèrent que l'économie et son développement sont des facteurs de paix, qui s'opposent à celles pour lesquelles la puissance des Etats conduit à la fois à la mise en place de politiques internationales et à la politique économique publique, en passant par celles qui considèrent que le capitalisme secrète un militarisme qui exerce un rôle spécifique sur les relations sociales du système global. Pour les libéraux, le libre fonctionnement de l'économie est garantie de la paix dans le monde, pour les autres, la guerre et la menace de guerre au cœur du fonctionnement du système capitaliste.

Mots-clés: analyse économique de la guerre - pensée économique - course aux armements - guerre économique - mondialisation - militarisme et capitalisme - impact économique des dépenses militaires - désarmement - économistes de la paix.

Il existe une abondante littérature sur le sujet des conflits militaires. Les questions de guerre et de paix ont attiré l'attention des philosophes, des sociologues, des politologues, des stratèges, des scientifiques ou des démographes. Dans ce domaine, les économistes du XXe siècle n'ont pas été très intéressés par le thème, sauf à définir des politiques de course aux armements, de désarmement, de reconstruction d'un pays ou des effets des dépenses militaires. Avec "Les conséquences économiques de la paix", J.M. Keynes, (1920) un des économistes les plus influents dans ce domaine d'étude, traite exclusivement des questions de politique économique d'après-guerre, plutôt que du conflit militaire en soi. Lorsque l'économie politique est devenue science économique, elle a fait l'hypothèse que la paix était une donnée. Le caractère non économique des guerres et leur irrationalité ont été des postulats de base, jamais réellement discutés (Fontanel, Coulomb, 2008). Certes, les études sur les dépenses militaires ou la course aux armements ont continué à se développer, notamment par l'usage du langage mathématique. L'analyse économique libérale tend à réduire le rôle de l'Etat à un statut de gendarme qui doit, à partir des règles fondamentales de la propriété privée, laisser les individus prendre librement des initiatives fondées sur leur propre rationalité. Dans ce contexte, la paix s'inscrit alors dans un système économique qui refuse la puissance des Etats et qui produit inéluctablement une production et une répartition des revenus optimale. Les économistes libéraux ont constamment appliqué deux hypothèses fondamentales:

- La paix est une situation normale et les guerres peuvent donc être exclues des enquêtes analytiques.

- Le développement économique est la condition fondamentale requise pour une paix durable.

D'une part, la théorie économique «pure» présente la paix comme une situation normale et exclut la défense de l'analyse. Suivant cette logique, les économistes néo-classiques de la fin du XIXe siècle se sont préoccupés de construire une théorie économique pure, exclusivement centrée sur l'explication des mécanismes économiques, sans aucune considération politique. Cette analyse positiviste et scientifique repose sur l'idée que certaines lois immuables régissent le fonctionnement du système économique et que les sociétés modernes sont construites sur la science. Cependant, les faits sont têtus et témoignent que la guerre et les conflits perdurent. Historiquement, une première rupture a opposé les analyses mercantilistes aux analyses classiques. Quelques théories hétérodoxes se sont développées par la suite, souvent influencées par des philosophies reconnaissant le rôle de la violence dans l'histoire et l'intégrant dans leur champ d'étude. Pour l'essentiel, l'armée est considérée comme la sentinelle de la sécurité nationale, la dissuasion impliquant un coût (souvent qualifié de fardeau).

La dichotomie entre les deux conceptions du caractère guerrier ou pacificateur de l'économie repose sur une perspective originale des relations internationales. Néanmoins, la séparation a été atténuée par plusieurs lacunes théoriques qui ont favorisé la formation de véritables hétérodoxies. La théorie de F. List (1840) critiquait même directement l'optimisme libéral cosmopolite. La sécurité d'un pays ne dépend pas que du seul fonctionnement correct du marché. Les Etats entrent souvent en compétition pour la disponibilité des matières premières, des technologies ou de rapports de force dans les relations internationales. Ils cherchent alors à promouvoir les intérêts nationaux par la mise en place de barrières commerciales. Une distinction claire entre situations de conflits nationaux et de paix peut alors paraître difficile face à la probabilité élevée de comportements belliqueux. Les questions de concurrence commerciale internationale s'insinuent dans l'économie publique, souvent conseillée par des organismes nationaux privés, en difficulté. Dans ce contexte, l'économie redevient politique. Les théories fondées sur l'observation des faits économiques et sur l'histoire économique (List, l'école d'histoire allemande) introduisent les questions de pouvoir entre États. D'autres économistes ont intégré les outils et raisonnements d'autres disciplines, comme la sociologie (Veblen, 1915, 1917), notamment pour expliquer la guerre entre les pays capitalistes. Ce rejet du scientisme a également contribué à l'élaboration d'une approche plus «pragmatique» de l'économie appliquée, déjà engagée par Keynes, avec des études conseillant les gouvernements pour la gestion de la guerre et de l'économie d'après-guerre. Une troisième interprétation de l'économie de la défense s'est développée depuis la Première Guerre mondiale. Elle concerne l'analyse théorique des problèmes économiques concrets posés par les situations de guerre et d'après-guerre et par le niveau élevé des dépenses militaires dans les pays occidentaux.

On distingue trois grandes approches économiques des questions de défense et de sécurité:

1) L'économie est un facteur de paix et de réduction des tensions internationales. C'est la perspective des physiocrates, puis des économistes néoclassiques et libéraux, qui ont largement utilisé l'argument de la réduction des tensions internationales, consécutives au développement économique produit par l'économie de marché, pour justifier le libre-échange et condamner les dépenses militaires. L'exclusion des questions de défense et de sécurité hors du champ de l'analyse économique «pure» est une condition préalable à la divulgation des «vraies» lois régissant l'économie.

2) D'autres économistes ont critiqué les "dogmes" libéraux et ont insisté sur l'interrelation entre les considérations de politique étrangère et les nécessités des politiques économiques. Les liens entre le pouvoir et l'économie ont été soulignés, d'abord par les mercantilistes, ensuite par List, l'école historique allemande et après la seconde guerre mondiale par des analyses économiques hétérodoxes. La formulation de modèles mathématiques utilisant les méthodes

économiques pour expliquer les stratégies de l'État a également contribué à la reconnaissance par les économistes des liens étroits existant entre les considérations économiques et stratégiques au sein des gouvernements.

3) Une troisième approche consiste à intégrer les questions de défense et de militarisme dans l'analyse du système économique de marché. La politique étrangère et les dépenses militaires ont ensuite été présentées comme des ingrédients essentiels du système pour déterminer l'état des relations sociales. Cette perspective a été utilisée pour contester le système capitaliste (courant marxiste) ou pour mieux le défendre (institutionnalisme, socio-économie, keynésianisme, etc.).

I – L'économie de marché, un système de paix

Depuis le XVIII^e siècle, l'économie de marché est perçue comme un facteur de paix. Le libre fonctionnement de ses lois devrait normalement conduire à la suppression de toute cause rationnelle des conflits internationaux. Cette idée a eu deux versions au cours de l'histoire:

- Le respect du libre-échange conduit au développement du commerce international et donc à l'enrichissement de toutes les nations, car il est à la base du maintien d'un contexte politique international pacifique et collaboratif.

- La révélation progressive des «vraies» lois régissant l'économie devrait influencer durablement sur les orientations politiques concrètes des Etats, contribuant ainsi de façon décisive à la marche vers le progrès des sociétés, dont le succès ultime devrait être une paix universelle et durable.

I.1. Le libre fonctionnement de l'économie constitue une garantie durable de paix dans le monde

La puissance d'un pays dépend d'abord de la prospérité économique. Les conflits et guerres sont des fléaux qui conduisent au gaspillage des ressources disponibles. La paix est une nécessité pour le développement économique et celle-ci ne peut être maintenue qu'en respectant les règles et lois définies par une science économique autonome.

I.1.1. L'économie comme condition du pouvoir de l'État

En opposition à la conception mercantiliste originale de l'économie en tant qu'instrument au service de la politique, les physiocrates ont estimé que la nation serait d'autant plus puissante qu'aucune action politique, de nature économique ou militaire, n'entraverait le bon fonctionnement du pouvoir. L'analyse économique devient progressivement autonome par rapport aux considérations politiques. La divine Providence favorise la paix des Nations. Ainsi, précurseur de la pensée du physiocrate, P. de Boisguilbert (1695) plaida

pour des mesures en faveur de l'agriculture, notamment la réduction des impôts et la libre circulation du maïs. Selon lui, ces mesures devaient restaurer la prospérité, ce qui constitue une condition essentielle du maintien d'une armée puissante, contre les tentations de prédatons des pays avoisinants. Considérant que l'industrie et le commerce sont «stériles», F. Quesnay (1756 – 1767) n'a pas insisté sur les avantages du libre-échange. Mais implicitement, son système avait besoin d'une situation de paix pour fonctionner. Il a dénoncé les coûts (gaspillage et endettement de l'État) des guerres inutiles conduites à la conquête de marchés ou de colonies à la richesse illusoire. Seule l'agriculture génère un excédent. Le maintien de la puissance de la France sur la scène mondiale restait cependant l'une de ses préoccupations, mais le retour de la prospérité agricole était fondamental, prioritaire. Même s'ils n'abandonnèrent pas l'idée de «stérilité» du commerce, les disciples de Quesnay (Dupont de Nemours, Mercier de la Rivière et Mirabeau) développèrent des idées plus «cosmopolites», avec des concepts tels que la «société des nations» ou la «famille mondiale». Plus tard, la pensée de Turgot va marquer une évolution de la pensée physiocrates, en considérant qu'il était aussi important de soutenir l'industrie et le commerce que l'agriculture.

I.1.2. Le libre-échange comme facteur de paix

Le fonctionnement normal de l'économie de marché conduit à une situation optimale caractérisée notamment par la fin des guerres et une diminution des dépenses militaires. Avec la réduction drastique de l'intervention de l'État dans le domaine économique, les conflits de puissance publique s'effacent devant l'apaisement de la concurrence des acteurs privés. A la fin du 18ème siècle, la théorie classique, née en Angleterre, a soutenu la non-intervention de l'État dans les affaires économiques nationales et internationales, ce qui devait avoir pour conséquence rationnelle l'abandon des guerres et des conflits commerciaux. Adam Smith (1776) a proposé une vision optimiste de la réalisation automatique de la paix grâce au respect des lois du libre-échange et du libre-échange. Il était directement opposé aux principes mercantilistes et a défendu la conception d'un corps économique gouverné naturellement par la « main invisible ». Les guerres ont été dénoncées comme un gaspillage, les dépenses militaires ne devraient servir qu'à la dissuasion et le fardeau des colonies a également été critiqué. Cependant, ce discours n'en reflétait pas moins la volonté de construire une théorie réaliste. Pour Smith, la puissance nationale étant considérée comme prioritaire au regard de l'opulence, le principe du libre-échange peut, dans certains cas, ne pas être complètement exercé pour des raisons politiques et stratégiques. Il justifie ainsi la politique britannique relative à l'Acte de Navigation (1651) qui instruisait un principe de monopole de fait des bâtiments navals commerciaux britanniques sur le territoire national. La vision relativement optimiste de Smith sur la réalisation future de la paix

internationale a été systématisée en France dans les travaux de J.B. Say (1828). À long terme, les progrès de l'économie politique, et tout d'abord l'application respectueuse de la Loi des débouchés, doivent définitivement convaincre les gouvernements de la supériorité du libre-échange. Les gouvernements devraient devenir plus respectueux des intérêts de la classe des producteurs. Leur collaboration dans le monde entier devrait garantir ainsi une paix internationale durable.

Mais un courant pessimiste de l'école classique a eu tendance à développer des analyses économiques pessimistes à long terme, mais dénuées de tout pronostic sur l'évolution des relations internationales. David Ricardo (1817) a cependant défini les principales règles ou lois du paradigme libéral de la paix internationale consécutif à l'application généralisée de l'économie de marché et du libre-échange. À long terme, l'économie devrait atteindre un état stationnaire, le commerce international n'étant qu'un palliatif, efficace à court et moyen terme, à la baisse inéluctable du taux de profit. Certaines parties de ses textes concernant les questions de pouvoir révèlent qu'elles sont restées très importantes pour lui, bien qu'elles aient disparu avec son schéma théorique. Ouvertement pessimiste, T.R. Malthus (1798) a prédit que l'humanité allait être menacée par la surpopulation. L'insuffisance des débouchés et des territoires devrait à terme provoquer des guerres ou de terribles famines. Il est donc nécessaire de contrôler l'essor de la population. Les actions humaines étant parfois déterminées par des passions, la rationalité économique n'est pas toujours applicable. Le gouvernement devait prendre des mesures pour assurer la sécurité nationale, même si cela se fait au détriment du libre-échange. Pour J.S. Mill (1873), l'esprit militaire devrait définitivement disparaître, mais un état stationnaire se substituera progressivement à celui du développement économique, une occasion intéressante pour l'humanité de développer ses potentialités intellectuelles, artistiques et spirituelles.

Avec leur pessimisme quant aux potentialités illimitées du développement économique, les théoriciens de l'état stationnaire ont tempéré tous les pronostics concernant la réalisation d'une paix internationale durable, reconnaissant ainsi implicitement une limite à l'explication économique des relations internationales, dont l'évolution reste indéterminée à long terme.

I.1.3. L'économie comme guide de la société

En dépit des diverses oppositions théoriques, la pensée libérale a réévalué à la fin du XIXe siècle sa confiance dans le caractère pacificateur de l'économie, poursuivant ainsi une sorte de tradition classique, notamment en France, avec des œuvres inspirées de celles de J.B. Say. Leur style de pensée était plus sensible aux considérations concrètes de politique économique que par le raisonnement théorique abstrait. Frédéric Bastiat (1863, affirmant la supériorité économique des mécanismes du marché, dénonçait le système fiscal

qui permettait, selon lui, de financer des politiques étrangères allant au-delà des prérogatives de l'État (ordre, sécurité, justice). La guerre est un recours inutile, car les nations civilisées possèdent une industrie productive et sont capables de se défendre contre des invasions barbares. La politique d'armement des pays européens était néfaste, car elle a un coût économique mais aussi stratégique considérable en important l'insécurité des Nations. La guerre est contre-productive, elle induit des pertes humaines et matérielles considérables, une destruction de capital et une interruption dommageable des échanges. Dans ses textes de politique économique, Pareto (1896, 1897) a également dénoncé les dérivés militaristes des régimes parlementaires européens et leur endettement progressif injustifié.

Les économistes néo-classiques de la fin du 19^{ème} siècle ont été préoccupés par la construction d'une théorie économique pure, exclusivement centrée sur l'explication des mécanismes économiques, en dehors de toute considération politique. Ils souhaitaient mettre en place un système théorique «scientifique» garantissant le bonheur de l'humanité. Leurs méthodes de raisonnement microéconomique n'étaient pas adaptées à l'analyse des guerres. Léon Walras et Vilfredo Pareto, deux grands économistes de ce courant, ont toutefois cherché à construire une économie appliquée, complémentaire de l'économie pure, qui traitait notamment de questions de défense ou de politique économique. Pour Walras (1883), l'intervention de l'État était justifiée dans les quelques grands domaines (défense, éducation, monopoles) où la loi de l'offre et de la demande ne fonctionnait pas. Sa conception n'a donc pas différé de la conception classique. Les impératifs de défense peuvent parfois justifier d'égratigner les principes du libre-échange, mais les questions de politique économique et stratégique étrangère doivent être laissées à la discrétion des politiciens et ne concernent pas l'économiste. Ni les traités commerciaux ni les mesures protectionnistes ne peuvent être scientifiquement justifiés, même dans les cas où la défense et la sécurité économique étaient concernées. Ces questions ne concernaient pas la science pure, ni la science appliquée, mais uniquement la politique. Walras visait ainsi à lever l'ambiguïté des économistes libéraux sur ce point, par exemple la position de A. Smith sur « les Actes de navigation »).

I.1.4. L'économie comme déterminant ultime des relations internationales

Des événements tels que la fin de la guerre froide ou le développement de nouvelles technologies de l'information et de la communication ont récemment contribué à la création d'un nouvel ordre international, qui peut sembler moins dépendant de facteurs politiques que le précédent. Les analyses de Fukuyama (1992) se prêtent à ce genre d'analyse. De ce point de vue, les institutions politiques perdraient de leur influence dans un contexte de mondialisation

économique caractérisé par des interdépendances économiques croissantes et une montée en puissance des institutions internationalisées, telles que les entreprises multinationales, les organisations internationales (Fontanel, 1981, 1995) et les organisations non gouvernementales (Bensahel-Perrin, et al. 2009). En un sens, on peut reconnaître dans ces idées le vieil idéal libéral d'un monde pacifié grâce au libre jeu des mécanismes économiques, dans un contexte général de libéralisation économique et d'ouverture des économies.

I.2. La paix à travers la diffusion de la connaissance économique

Bien qu'elle ambitionne de devenir une science, l'analyse économique a souligné la nécessité de diffuser ses préceptes auprès des gouvernements et des populations, visant ainsi à conduire le monde vers une paix durable.

I.2.1. Défense hors du droit économique

Quesnay (1756-1767) a comparé l'économie nationale à un organisme vivant, un «circuit», qui a imposé ses propres lois, sans nécessiter l'intervention de l'État. De plus, la Providence divine a élevé certaines limites au pouvoir d'une nation afin de garantir l'harmonie mondiale (principe de l'équilibre). Plus prudent, Boisguilbert (1685) considérait que si l'économie fonctionnait selon des lois similaires à celles de la physique, ses mécanismes pouvaient être pervertis par la politique. Dans le prolongement des idées des Lumières, Turgot (1750) déclarait que l'humanité progressait et que la paix universelle devait en être le résultat ultime, même s'il était impossible d'éviter les guerres qui étaient des étapes nécessaires à son évolution.

Plus tard, des économistes libéraux ont exprimé l'idée que les économistes devraient conseiller le gouvernement sur la supériorité du libre-échange, contribuant ainsi à l'instauration d'une société meilleure. Ainsi, J.B. Say (1828) a affirmé que sa "Loi des débouchés" devrait avoir un impact important sur l'évolution de la société, car elle devrait convaincre définitivement les gouvernements européens de la nécessité d'abandonner les conflits armés et commerciaux et de limiter leur action à un champ restreint de compétence, surtout dans l'ordre économique. De la même manière, Walras (1898) partageait la conviction que sa propre théorie devait contribuer à sauver le capitalisme, car elle constituait une alternative précieuse à l'opposition entre l'individualisme et le communisme ou le libéralisme et le socialisme. L'économiste devrait révéler les véritables lois régissant l'économie et les enseigner aux gouvernants. Les États seraient alors en mesure progressivement de partager l'idée selon laquelle le libre-échange et la libre concurrence conduisent inéluctablement, pour le bien de tous, à l'équilibre économique général. Ainsi, l'instauration d'un état de paix universelle devrait constituer le couronnement de la science économique. Le thème de la paix universelle reste

au centre de son «économie appliquée», Walras associe cet objectif à celui de la collectivisation des terres, qui devrait permettre à l'État de supprimer toutes les taxes et de mettre en place un système de libre concurrence absolue.

I.2.2. L'obsolescence de la guerre et l'«éducation pacifique»

L'idée selon laquelle la guerre était devenue obsolète est présente dans la pensée libérale. F. Bastiat (1863) a présenté les progrès des sciences, de l'industrie et des beaux-arts comme contribuant à la conscience populaire des avantages de la paix. Il a reconnu, à l'instar d'autres auteurs (Chevalier, Leroy-Beaulieu ...), que la guerre était jusqu'à présent inhérente à la nature humaine. Mais la société étant régie par des «lois harmoniques», la logique de la spoliation doit être remplacée par celle de la production, le conflit armé par la concurrence économique et la politique de défense agressive par la politique défensive. Bastiat a appelé au désarmement total et immédiat de la France. Cela devrait générer la diminution des impôts et donc des moyens de guerre. Si elle était adoptée au niveau européen, cette mesure marquerait le début d'une ère de paix mondiale durable. Pour Gustave de Molinari (1898), la guerre n'était plus utile au développement de la civilisation. Il a proposé la constitution d'une organisation internationale pour le maintien de la paix dans le monde.

Les idéaux pacifistes des économistes se sont développés dans d'autres pays, notamment en Grande-Bretagne. Par exemple, en 1910, tout en critiquant la course aux armements en Europe, N. Angell (1910) considérait que le progrès de la civilisation produit une réduction significative de l'influence psychologique de la force physique et des conflits de violence létale. La puissance de l'armée dépend de l'efficacité technologique de ses ingénieurs et de ses techniciens. Or, la recherche devrait plus directement être fondée sur le progrès économique, ce qui est rendu possible grâce à la domination de la réflexion intellectuelle sur l'effort physique. Les progrès psychologiques doivent progressivement créer et développer une responsabilité collective, une prise de conscience de la nécessité d'abandonner les guerres entre États. En Italie, adoptant un point de vue évolutionniste, Pareto (1896) a affirmé que la sélection sociale en fonction des conditions économiques renforçait les capacités de défense de la société et que l'institution de la guerre était désormais obsolète.

Certains économistes ont activement participé à la diffusion de ces idées pacifiques. Ainsi, en France, Frédéric Passy a reçu le prix Nobel en 1901 avec Henri Dunant, pour avoir fondé la Ligue internationale pour la paix et la Société de conciliation internationale. Favorable à une union économique européenne, il dénonçait le coût des guerres mais aussi celui de la "paix armée". Il considérait que l'"éducation pacifique" devait être répandue dans l'opinion publique, dans une action perpétuelle pour convaincre de la nécessité

de la paix. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le mouvement des économistes pour la paix a continué de croître. Plusieurs organismes ont été constitués pour promouvoir la recherche sur la paix, notamment l'UNIDIR. Des économistes célèbres, tels que J. Tinbergen, A. Sen, K. Arrow, J.K. Galbraith, R. Eisner, L. Klein, W. Isard, K. Boulding ... ont participé à la création d'ECAAR (Economists Allied for Arms Reduction) (Fontanel, 1993). Même si les économistes ne peuvent résoudre seuls les problèmes de résolution des conflits pacifiques ou de course aux armements, ils contribuent à une meilleure compréhension de la guerre et des tensions internationales. Comme citoyens, ils dénoncent le coût excessif à long terme de la course aux armements (Galbraith, 1993 ; Schwartz, 1993 ; Klein, 1993). Ces réflexions ont également porté sur les questions de désarmement. Le rôle central de l'économiste pour guider les sociétés vers un progrès caractérisé notamment par un état permanent de paix internationale est une conception qui relève plus de la foi dans les mécanismes économiques que dans la réalité des comportements souvent conflictuels des agents économiques nationaux et internationaux.

II - Interrelations entre politique étrangère et politique économique

En rupture avec la logique libérale liant paix et économie, une autre perspective économique a souvent prévalu, autour de l'idée selon laquelle l'économie comme science est surtout un instrument du pouvoir, justifiant les systèmes économiques en place. Les préoccupations de pouvoir sont au cœur de l'analyse économique et l'analyse économique porte alors sur les effets structurels des guerres et des conflits économiques et militaires.

II.1. Les préoccupations de pouvoir au cœur de l'analyse économique

Depuis les origines du raisonnement économique, de nombreuses analyses économiques ont montré l'impossibilité de comprendre les problèmes économiques sans tenir compte des relations de pouvoir internationales.

II.1.1. L'économie au service du pouvoir prince

La pensée mercantiliste rassemble un ensemble de principes plus ou moins bien définis (et parfois divergents) défendus depuis plus de trois siècles par des hommes d'État, des conseillers, des hommes d'affaires, tous très attachés à la défense des intérêts économiques nationaux. En tant que champ d'analyse naissant, l'économie a d'abord été pensée dans le domaine politique (Fontanel et al. 2008). La question était d'éclairer l'action du Souverain, dans un contexte de formation des nations européennes et avec la volonté d'unification politique interne. Aujourd'hui, après plusieurs débats, les analystes s'accordent pour dire

que les mercantilistes poursuivaient conjointement, par leur raisonnement économique, les deux objectifs du pouvoir et de la richesse. Lorsque la production nationale génère un excédent d'exportation, elle accroît la richesse (doctrine de la balance commerciale) et le pouvoir du Prince. Cette conviction avait pour corollaire immédiat une conception conflictuelle et compétitive des relations internationales, qui justifiait le recours à des mesures agressives de politique commerciale, comme la limitation des importations, la promotion des exportations, l'application de stratégies d'appauvrissement, l'essor d'une course aux armements ou la mise en place d'embargos. Dans l'analyse mercantiliste, un pays accroît son marché au détriment de son voisin, ce qui restitue une conception statique erronée de l'économie internationale. Néanmoins, les économistes de l'Ecole historique allemande, ainsi que J.M. Keynes et J. Schumpeter, ont défendu la validité du raisonnement mercantiliste dans le contexte spécifique de l'économie internationale de cette époque.

De grandes divergences séparent les courants mercantilistes, quelques auteurs étant plutôt favorables à une certaine libéralisation commerciale. Progressivement, comme si la pensée sur les mécanismes économiques induisait des désirs d'indépendance de la discipline, la priorité du développement économique au service de l'intérêt national a été revendiquée, principalement en Angleterre à la fin du XVIIe siècle. De nombreux travaux ont en effet célébré le caractère essentiel du commerce et de la production. Les guerres de conquête pour des raisons injustifiées, ainsi que le rejet des taxes excessives ont été dénoncées, notamment par les économistes quantitativistes par Bodin (1578) et Mun (1621). De plus, l'idée d'un commerce civilisateur, générant la paix, a commencé à se développer, avec des accents qui annonçaient la future théorie libérale.

II.1.2. La justification pragmatique et historique de la guerre. La défense "productive".

La politique a été isolée des théories libérales, soit en raison d'une confiance enthousiaste dans le caractère pacificateur du marché, soit en raison de la reconnaissance implicite du caractère partiellement autonome de l'évolution des relations internationales. Au milieu du 19ème siècle, Frédéric List (1841) a souligné les liens étroits entre la politique et l'économie. Dans son «Système national d'économie politique», il présente une conception de la défense étonnamment moderne, au moins plus large que celle appliquée par la pensée classique britannique. Il a été le premier économiste (bien que sa théorie fût proche de celle du politicien américain Hamilton) à intégrer l'économie en tant qu'élément central de la sécurité internationale et à présenter celle-ci en tant qu'élément du fonctionnement de l'économie nationale et de sa place dans la hiérarchie internationale. Pour lui, le système théorique élaboré par Adam Smith n'était adapté qu'au cas particulier de l'Angleterre. Les

puissances industrielles émergentes telles que l'Allemagne ne peuvent développer leurs industries que si elles sont protégées par des barrières protectionnistes ; éventuellement, celles-ci pourraient être destinées à disparaître lorsqu'elles seront suffisamment prêtes à faire face à la concurrence internationale. L'augmentation du pouvoir militaire reste essentielle à l'indépendance nationale et l'empire allemand devrait être renforcé par l'annexion territoriale et la colonisation. À très long terme, toutes les nations devraient atteindre le même niveau de développement et seront alors capables de s'unir dans une confédération universelle qui garantirait la paix universelle..

L'école d'histoire allemande a cherché à créer une théorie qui constituerait une alternative à la théorie libérale. Les guerres ont été analysées comme des étapes nécessaires au développement économique. Une nouvelle communauté politique ne pourrait survivre qu'avec l'adhésion de la population. La recherche de l'autosuffisance et de l'indépendance, ainsi que les conflits avec des États étrangers, ont aidé à rassembler les intérêts des citoyens autour d'une organisation collective. Dans ce contexte, l'intervention économique de l'État est justifiée. Le rôle économique des armées et des dépenses militaires mérite d'être largement étudié, sans se référer à l'idée d'un fléau, mais plutôt à celle concurrente d'un service collectif. La nation doit toujours envisager l'éventualité d'une invasion étrangère, d'autant plus probable que l'État victorieux s'enrichit. L'idée d'un désarmement international est donc utopique. En outre, la guerre et la menace de guerre constituent des moyens essentiels pour développer le pouvoir national, en exacerbant le sentiment patriotique. Pour sa part, G. Schmoller (1902) a présenté l'économie politique comme une discipline destinée à étudier deux causes déterminantes de l'organisation économique: les «causes naturelles et techniques» et les «causes provenant de la vie psychologique et morale du peuple», cette dernière étant généralement négligée par la théorie économique. Contrairement à la plupart des théoriciens de l'école d'histoire allemande, et notamment les plus célèbres (Schmoller, Roscher), Schmoller, mais aussi avant lui Roscher (1872), ont beaucoup insisté sur les vertus pacificatrices du commerce et ont rejeté le maintien d'un niveau excessif de dépenses militaires.

II.1.3. L'intégration des relations de pouvoir entre États dans l'analyse économique

Alors que les analyses formelles et empiriques de la course aux armements, des alliances ou des dépenses militaires sont restées "apolitiques" dans l'esprit, la dimension stratégique de la politique économique et de la "guerre économique" renaît depuis les années 1950. Ces études sont généralement distinctes de la théorie libérale orthodoxe, même si de nouveaux concepts ont contribué à l'élaboration d'une nouvelle théorie des relations internationales,

modélisant le protectionnisme et les "politiques commerciales stratégiques" (P. Krugman, 1998, 2000).

Il semble y avoir aujourd'hui un renouveau de l'économie politique internationale, outre la science économique. A.O. Hirschman (1945) et T. Schelling (1966) ont développé dans les années 50 des analyses pionnières dans ce domaine, en étudiant la vulnérabilité des économies nationales aux initiatives de guerre économique ou aux tentatives d'influence politique des grandes puissances. D'autres études ont ensuite été engagées, notamment sur l'utilisation de "l'arme économique" (Gilpin, 1987). Plusieurs modèles formalisés ont également analysé le lien entre les conflits et l'intensité des relations commerciales entre les nations (Roemer, 2001, Smith et al, 2008). En outre, une partie de la littérature économique contemporaine dans le domaine des "relations internationales" traite à la fois de leurs aspects commerciaux et stratégiques. Ces études peuvent parfois être liées à un courant "néo-mercantiliste" qui s'est développé depuis les années 1980 en opposition à la théorie libérale et donc à l'idée de mondialisation. L'analyse néo-mercantiliste ne repose pas sur des fondements théoriques précis, bien qu'elle peut être reliée au courant néoréaliste en science politique. Elle se caractérise par l'étude de la dimension stratégique de l'économie et par une définition élargie de la défense et de la guerre économique, la compétitivité industrielle nationale étant un facteur déterminant de la sécurité nationale.

II.2. L'analyse économique de la politique de défense

L'intérêt des économistes pour une réflexion technique et empirique sur des questions liées à la défense, suscitée par la Première Guerre mondiale, s'est amplifié après 1945, ouvrant la voie à la création d'un nouveau domaine spécifique de l'analyse économique. Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, l'utilisation de la modélisation et des statistiques s'est généralisée, entraînant une scission et une spécialisation de la science économique sur des sujets particuliers. Les études sur les questions de défense se sont notamment multipliées et «l'économie de la défense» est donc devenue un domaine reconnu de l'analyse économique. Il regroupe principalement des travaux sur les déterminants et les conséquences des dépenses militaires, ainsi que des modèles de stratégies et de conflits de défense. L'utilisation de la modélisation et de l'économétrie a permis aux économistes de débattre des conséquences économiques de la militarisation nationale et internationale.

La théorie néo-classique avait induit une expulsion de la défense hors du champ de l'analyse économique. Dans les années 1960, les modèles de course aux armements ont permis la réintégration des variables économiques dans les décisions stratégiques en matière de sécurité nationale et internationale. Le développement de la théorie des jeux a également contribué à la modélisation des interactions stratégiques, mais on peut se demander si l'aspect économique

des conflits n'a pas été oublié. Les modèles de course aux armements sont pour la plupart dérivés du modèle de Richardson (1960). Ils ont plus ou moins explicitement décrit les situations de «guerre froide» et de «coexistence pacifique» de l'après-guerre. Mais le modèle de Richardson n'a pas clarifié le processus de départ du conflit et il n'intégrait qu'un nombre limité de comportements, une hypothèse de linéarité et une information parfaite, des hypothèses particulièrement simplificatrices. Les déterminants internes (comme l'inertie bureaucratique, le rôle des groupes de pression, l'équilibre politique, la désinformation, etc ...) n'ont pas été étudiés; de plus, les «effets stabilisateurs» des variables économiques n'étaient pas suffisamment clarifiés, notamment le problème de la limitation de la course aux armements, c'est-à-dire de la contrainte des coûts, qui se posait quand même inéluctablement, comme l'URSS en a fait l'amère expérience.

Depuis les années 1970, l'hypothèse de la maximisation sous des contraintes d'utilité sociale a été testée dans de nombreux modèles de course aux armements. Elle a favorisé les analyses «normatives», basées sur les postulats de rationalité et de maximisation du comportement, le dépassement du caractère «mécanique» du modèle de Richardson, en introduisant les comportements des acteurs. Duopole et théories du jeu sont ensuite appliqués. Le «paradoxe de sous-optimalité» de la course aux armements peut alors être expliqué. La guerre s'explique alors avant tout par les fondements stratégiques d'une course aux armements entre deux superpuissances nucléaires et par le manque d'informations. L'analyse ainsi engagée conduit à négliger les considérations économiques au profit de considérations stratégiques (Brito, Intriligator, 1995). L'économie n'est pas un déterminant explicatif important du conflit; cela n'apparaît que dans l'expression des préférences de la population, le choix de la population entre la consommation civile et la sécurité militaire. L'analyse stratégique est trop favorisée au détriment de considérations économiques, ce qui a conduit ces modèles à échouer dans l'explication de l'effondrement de l'Union soviétique (Fontanel, 1995). La dimension économique a été réintroduite dans certains modèles de course aux armements, grâce à une meilleure prise en compte de l'affectation des ressources au processus du secteur militaire. Mais l'absence principale de ces études est la non-intégration des idées de guerre économique (c'est-à-dire l'usage des armes économiques) ou du processus de mondialisation (avec le développement des interdépendances économiques).

III - Capitalisme et militarisme: la question des relations sociales

Au XIX^{ème} siècle, certains analystes ont présenté l'économie de marché comme un système spécifique, susceptible d'être remis en cause par d'autres types d'organisations de la société. Plusieurs analyses économiques ont été

engagées pour ou contre la défense du système capitaliste, en étudiant son fonctionnement interne et en présentant souvent le militarisme comme une cause centrale de son maintien ou, au contraire, de sa fragilité.

III.1. La guerre et la menace de guerre au cœur du fonctionnement du système capitaliste

Alors que la révolution marginaliste a renouvelé la pensée libérale, une contestation radicale du système capitaliste s'est développée, d'abord avec les économistes utopistes, puis avec Marx et Engels, et avec les théoriciens directement inspirés de sa théorie. Les dépenses militaires et de guerre ont été présentées comme issues des contradictions du système économique capitaliste. Confrontés à ces critiques et à la réalité des conflits internationaux, les économistes soucieux de la préservation du système de marché ont ensuite donné des explications hétérodoxes de la guerre et des conflits économiques entre pays capitalistes.

III.1.1. Réformes pacifiques des utopistes contre la guerre révolutionnaire de Marx

Au cours du 19^{ème} siècle, plusieurs théories économiques ont été développées, qui étaient généralement peu rigoureuses, portant un projet pacifique afin de conduire la société vers la paix. Marx les appelle les utopistes et les oppose aux socialistes scientifiques qui défendent le matérialisme dialectique. Ces économistes utopiques (socialistes, mais aussi anarchistes ou communistes) luttèrent généralement contre le mode de production capitaliste, en particulier contre la propriété privée ou les règles de la concurrence, et surtout contre la grande misère de la classe ouvrière. Défenseurs des idées de la révolution française, ils étaient convaincus que la France avait un rôle historique à jouer dans la réorganisation de la société (Fontanel, et al., 2008). Néanmoins, leurs travaux étaient plus concernés par la description de la société idéale à venir que par l'analyse des relations internationales contemporaines. Défendant les réformes sociales, ils étaient opposés à toute forme d'action violente. En outre, ils ont développé des principes de politique économique très modernes, notamment en ce qui concerne la construction d'une Europe de la défense et des grands travaux publics, ainsi que l'utilisation productive des armées.

Malgré leur intérêt pour les questions de conflit, qu'elles soient militaires ou économiques, externes ou internes, Marx et Engels (1948) n'ont pas vraiment appliqué la théorie du matérialisme historique à ce domaine. Marx avait cependant exprimé le souhait d'écrire un livre traitant notamment des sujets de l'Etat, des relations internationales et des relations entre industries militaires et civiles, mais ce projet n'a pas vu le jour. Cependant, de nombreux

textes de Marx ou Engels ont été plus ou moins directement consacrés à ces questions. La théorie de Marx ne laisse que peu de doutes sur le caractère fondamentalement conflictuel des Etats dans un système capitaliste. Les conflits politiques étaient directement déterminés par les relations de la production, caractérisées par d'importantes contradictions conduisant à une diminution progressive du taux de profit et à la guerre des classes sociales. La compétition économique internationale, d'abord progressive par rapport au capitalisme, est elle-même devenue rétrograde, perpétuant la domination, contestée par le prolétariat, de la classe bourgeoise. La concurrence sur les marchés étrangers devient de plus en plus dure, soulevant les nations contre les autres nations. Peu d'indications ont été données quant à la nature des événements susceptibles de donner une impulsion au passage d'un mode de production à un autre, même si les révolutions ou les guerres semblaient être les explications les plus évidentes. Engels (1983) a prédit le déclenchement d'une guerre mondiale totale mais, à la fin de sa vie, il craignait que cela n'engendre une explosion de chauvinisme nationaliste. De même, Marx et Engels n'ont jamais appliqué leur théorie économique déterministe à une analyse systématisée des conflits internationaux. Le passage de la théorie économique à l'analyse politique s'est révélé complexe, notamment sur la question de l'identification des véritables facteurs de progrès social.

III.1.2. Divergences des théories marxistes sur les conséquences de la militarisation des économies nationales sur le maintien du système capitaliste

Cet aspect de la théorie de Marx a fait l'objet de nombreuses interprétations tout au cours du XXe siècle, notamment en ce qui concerne les conditions de la révolution socialiste et le rôle des dépenses militaires dans la durabilité du capitalisme à long terme.

Les théoriciens de l'impérialisme, quant à eux, ont dépassé la séparation entre analyse économique et prédictions concernant l'évolution à long terme des relations internationales. Leurs analyses étaient basées sur les conclusions de Marx concernant le déclin capitaliste, causé par la loi de la tendance à la baisse du taux de profit. Pour contrecarrer cette loi et retarder son inéluctable effondrement, le capitalisme a dû s'adapter: la concentration industrielle et la concurrence internationale accrue pour les marchés étrangers ont caractérisé les économies capitalistes avancées, conduisant au développement menant de politiques impérialistes. Néanmoins, tous les théoriciens n'étaient pas d'accord sur le résultat final de l'évolution des économies capitalistes ni sur l'effondrement nécessaire du capitalisme, favorisé par les conflits inter-impérialistes. Les guerres pourraient en effet être empêchées grâce à des accords entre intérêts capitalistes, à la résistance du prolétariat et des classes moyennes (Hilferding, 1915), ou à un accord entre puissances "ultra-

impérialistes", créant ainsi une grande confiance mondiale (Kautsky, 1903). Le courant orthodoxe reste cependant confiant dans l'idée que le capitalisme est à la veille de son effondrement, soit parce qu'il a atteint l'état ultime de l'impérialisme (Lénine, 1916), soit parce qu'il n'y a plus de points de vente dans les zones non capitalistes (R. Luxemburg, 1913), ou parce que la lutte militaire devrait être la conclusion obligée des guerres économiques internationales, au stade du "capitalisme d'Etat" (Boukharine, 1915). Avec ces théoriciens, la théorie économique était au service de l'action politique, voire de l'idéologie. De l'autre côté de la scène théorique et politique, les néo-classiques et les libéraux ont réaffirmé leur confiance dans le caractère fondamentalement pacifique du marché, jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale.

Parallèlement à la domination de la science économique, la théorie marxiste a contribué tout au long du XXe siècle à perpétuer la tradition de l'économie politique. Après la Seconde Guerre mondiale, les théories de l'impérialisme ont été renouvelées, avec des théoriciens du tiers monde utilisant les concepts de domination et de dépendance. Certaines études spécifiques ont également été développées sur le rôle du secteur militaire dans le fonctionnement du système capitaliste, notamment son influence sur le taux de profit.

III.2. "Turbulence" inhérente au capitalisme

Les deux conflits mondiaux ont érodé l'optimisme libéral / néo-classique concernant la supériorité de l'économie de marché, favorisant ainsi certains mouvements théoriques hétérodoxes. Celles-ci utilisent la caractérisation marxiste en termes de systèmes. La guerre et les dépenses militaires étaient importantes pour expliquer la nature du système capitaliste et anticiper ses chances de survie.

III.2.1. Les hétérodoxes de l'entre-deux-guerres: économistes face à la guerre et au contact de la guerre

La Première Guerre mondiale a suscité à la fois de nouvelles réflexions sur le caractère militariste du capitalisme et un regain d'appréhension de la crainte des économistes quant au rôle de l'État dans l'économie. La question de l'avenir du capitalisme est interrogée.

La Première Guerre mondiale a affaibli la force de la théorie libérale, qui ne proposait aucune explication réelle aux conflits internationaux, sauf à considérer qu'il s'agissait d'événements irrationnels, aléatoires ou principalement politiques. Ainsi, ce conflit mortifère devient une base fondamentale de réflexion pour les théoriciens marxistes, lesquels élargissent aussi les analyses sur l'impérialisme, notamment colonialiste. Plusieurs

économistes ont tenté de réfuter les arguments de la théorie léniniste de la guerre ou de donner des explications alternatives.

Trois économistes "hétérodoxes" ont présenté des similitudes sur ce sujet, leur explication des conflits internationaux ayant été intégrée dans une analyse de l'évolution des structures sociales: Sombart, Veblen et Schumpeter. Ces économistes ont analysé "l'esprit militaire" comme une caractéristique essentielle du développement capitaliste, mais cet esprit s'affaiblit progressivement, ce qui constitue une menace pour la survie du système. Pour Sombart (1913), la bureaucratisation accrue de la société réduit l'esprit d'initiative. Il en résulte un affaiblissement du système économique que les conflits militaires peuvent remettre en cause. L'institution militaire, par l'importance de sa demande globale, a sans doute été à l'origine de la production, puis de la consommation de masse. Elle a donc été à l'origine de l'accélération du développement économique.

Pour Schumpeter (1919, 1942), même si les débouchés géographiques (conquis militairement pour la plupart) ont joué un rôle historique dans le développement du capitalisme, d'autres types de débouchés pourraient avoir un impact plus important sur la dynamique économique à long terme, notamment ceux procurés par le progrès technique. Cependant, le pouvoir accru de la bourgeoisie, au détriment de la classe militaire, affaiblit le capitalisme. La classe dominante est fondamentalement rationaliste et "anti-héroïque", elle est incapable de mener une politique étrangère forte. Les chefs charismatiques guerriers pourraient alors reprendre le pouvoir, ce qui est d'autant plus probable qu'il y avait un manque de représentation démocratique des intérêts économiques au sein de la société. Pour sa part, Veblen (1915, 1917) estime que l'esprit militaire demeurerait bien ancré dans les sociétés modernes, même si elles paraissent a priori fondamentalement pacifiques. Les tendances "dynastiques" réapparaissent à chaque début de conflit. Veblen a donc plaidé pour un désarmement économique et militaire. Ses textes sur la guerre, la paix et la défense sont nombreux, mais ils ont souvent été négligés en raison d'une prétendue rigueur scientifique insuffisante, principalement en raison de l'orientation «multidisciplinaire» de cette analyse, qui relie des considérations économiques, politiques, sociologiques et juridiques. Une telle critique est injustifiée, car Veblen partageait l'ambition de réformer l'ensemble des sciences sociales. De ce fait, il rejetait la théorie orthodoxe considérée comme trop statique et incapable de prendre en compte les changements institutionnels, pourtant essentiels pour expliquer l'évolution des sociétés. Sa théorie sur la guerre et la paix est simple et complexe.

- Simple, parce qu'il représente une théorie de l'évolution de l'État dynastique (guerrier) vers l'État moderne (pacifique) et du retour probable à l'État dynastique, à travers une série d'arguments aisément identifiables.

- Complexe, car le déterminisme est absent de ses œuvres. Contrairement à Marx, il n'a proposé aucune «loi» de l'évolution de la société, laquelle dépend

de l'adaptation permanente entre instincts et institutions. Il est donc impossible de prédire leur orientation future. Tout comme Marx, il ne veut pas faire « bouillir les marmites de l'histoire ». Sa position sur la paix est particulièrement représentative d'un non-déterminisme. Veblen, tout en mettant en garde contre le danger de l'exacerbation du militarisme dans les pays développés, reconnaît également les progrès de la paix mondiale qui pourraient durer. Outre ces analyses socio-économiques, d'autres études ont été développées, notamment avec l'utilisation de techniques statistiques, afin de montrer la récurrence de "cycles de guerre" correspondant à des "cycles économiques longs". Mais le courant de la science économique n'a pas construit de théorie systématique des conflits internationaux.

III.2.2. La révolution keynésienne

Une autre réponse de la théorie libérale a été de développer de nouveaux préceptes pour la gestion gouvernementale de l'économie de guerre, en particulier dans le domaine du financement du conflit, dans une volonté permanente de donner à l'Etat un rôle essentiel de reconstruction de l'activité économique après les destructions des guerres, mais aussi de susciter un retrait de cet interventionnisme excessif lorsque l'économie est remise en ordre de marche. J.M. Keynes a surtout contribué à cette analyse. Il a réconcilié l'économie de marché avec l'action économique de l'Etat. Son ambition était de construire un système théorique capable d'expliquer tous les mécanismes économiques, tout en répondant aux problèmes pratiques des gouvernements, tels que les politiques monétaires et budgétaires. Il a également analysé les conséquences économiques de la Première Guerre mondiale et développé la conviction selon laquelle la paix internationale n'était durable que dans un contexte d'une prospérité économique généralisée et collective. Il a alors préconisé des mesures de politique économique internationale, comme l'annulation des dettes interalliées, la diminution des réparations imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles et l'utilisation par chaque nation d'un protectionnisme temporaire afin de restructurer son économie en période de crise économique. Cependant, il considère qu'une guerre économique internationale ne peut aboutir qu'à un conflit armé, ou au recours à des sanctions économiques à l'encontre de régimes non démocratiques et agressifs. Keynes a ensuite élargi les concepts de défense, en ne limitant pas son analyse de la seule sécurité militaire. La sécurité économique, assurée par le développement et l'indépendance économique nationale, est essentielle pour une paix durable.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la hausse des dépenses militaires a entraîné la multiplication des études sur leurs conséquences économiques, dans la continuité des réflexions néo-classiques (théorie de l'offre) et keynésiennes (théorie de la demande). Les résultats de ces

différentes études ont été hétérogènes et ont ouvert un important champ de débats entre économistes. La validité des modèles macroéconomiques a souvent été remise en question, au regard des hypothèses retenues (statistiques retenues, comparaisons internationales, choix des variables, méthodes économétriques utilisées, ou et la non prise en compte des effets structurels à long terme de l'évolution des dépenses militaires. Plusieurs économistes renommés ont également analysé les conséquences économiques du désarmement à l'aide de grands modèles macroéconomiques nationaux (World Model of W. Leontief et F. Duchin (1983) pour l'analyse des conséquences du désarmement des pays industrialisés, avec transfert de ressources épargnées vers les pays en développement; modèle MULTIMOD du FMI, analyse par pays (Fontanel, 1982).

III.2.3. Hétérodoxes de la Seconde Guerre mondiale: la suite des analyses traditionnelles

Après la Seconde Guerre mondiale, d'autres analyses hétérodoxes ont été développées. Le courant du "keynésianisme militaire" a estimé que si la demande globale était faible par rapport au potentiel productif, la hausse des dépenses militaires entraînerait une augmentation de la demande, des bénéfices et une croissance économique. Cependant, des économistes tels que J. Robinson (1972) ont montré que les dépenses militaires avaient un effet négatif sur la croissance économique, les autres investissements publics étant plus efficaces, ont également utilisé le raisonnement «keynésien». D'autres analyses ont été généralisées: comme cela, Rostow (1963) a présenté la guerre comme une étape cruciale du développement économique national; pour F. Perroux (1958), la coexistence pacifique et la convergence des systèmes entraînent une réduction des tensions militaires et marquent le début de la "fin de la guerre". En 1967, un rapport anonyme préfacé par J.K. Galbraith (1965) a analysé la guerre comme l'un des piliers du système capitaliste. La défense ne serait alors qu'une fonction apparente de la guerre, celle-ci assumant d'autres fonctions non militaires, notamment économiques, politiques et sociologiques. La disparition de la guerre est alors improbable, même si ses substituts pouvaient être promus.

CONCLUSION

Tout au long de l'histoire de la pensée économique, le militarisme, les questions de défense, ainsi que la guerre et la paix ont été analysés de manière oblique. Pour chaque courant, il existe une conceptualisation inhérente qui découle de la question de fond, et non de la théorie économique. Chacune de ces conceptions soulève une question plus générale de conformité avec les

porte-drapeaux de la pensée économique: l'économie de marché et le libre-échange. L'analyse du militarisme a même été inhérente à de nombreux conseils économiques en matière de réformes sociales dans les sociétés occidentales. C'est vrai en grande partie parce que les grandes guerres ont toujours généré des incursions d'États dans l'économie qui ont contribué à l'importance croissante de son rôle économique. Mais au début du XXI^e siècle, on peut s'interroger sur le véritable progrès de l'analyse économique des questions de guerre, de paix et de défense. En effet, bien que plusieurs études mathématiques et statistiques aient été développées sur ces sujets, le vieux débat sur l'économie en tant que facteur de paix ou de guerre perdure, avec la confrontation contemporaine entre l'idée d'une mondialisation économique supposée apaisante et le maintien de guerres économiques (Coulomb et al., 2007).

Bibliographie

Angell N. (1910), *The great illusion*, Hachette et Cie, Paris

Bastiat F. (1863), *Sophismes économiques*. Petits pamphlets, in *Œuvres complètes*, T. 5., Guillaumin et Cie, Paris.

Benoit E. (1978), *Growth and defence in developing countries*, *Economic development and cultural change* (26), January, pp. 271-280.

Bensahel, L., Fontanel, J. (1992), *La guerre économique*

Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), *Economie de l'humanitaire « international » et de la guerre*, in « *Les organisations non gouvernementales, ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire* », L'Harmattan, Paris.

Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), *Les organisations non gouvernementales, ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire* », L'Harmattan, Paris.

Bodin, J. (1578), *Réponse au paradoxe de M. de Malestroict touchant l'enchérissement de toutes choses, et le moyen d'y remédier*,

Boisguilbert P. (de). (1695). *Le détail de la France*, in Pierre de Boisguilbert ou la naissance de l'économie politique, Institut national d'études démographiques, Paris, pp. 741-798.

Brito D. and Intriligator M. (1995). *Arms race and proliferation*, in *Handbook of defense economics*, edited by Hartley K. and Sandler T., Elsevier.

Boukharine N. (1915). *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Editions Anthropos, Paris.

Coulomb F. (1998). *Les théories économiques de la guerre, de la paix et de la défense. Des origines à nos jours*. Thèse de doctorat en sciences économiques, décembre, Grenoble, Université Pierre Mendès France.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), *Economic analysis confronted with the study of militarism and foreign policy*. Review on a complex relationship

between exclusion and integration, Cahiers de l'Espace Europe, Université Pierre Mendès France, Décembre.

Coulomb, F. (2004), Les relations internationales au cœur du débat entre science économique et économie politique, France Diplomatie, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/FD001148.pdf>

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), Economic analysis confronted with the study of militarism and foreign policy. Review on a complex relationship between exclusion and integration, Cahiers de l'Espace Europe, Université Pierre Mendès France, Décembre.

Coulomb, F. (2004), Les relations internationales au cœur du débat entre science économique et économie politique, France Diplomatie, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/FD001148.pdf>

Coulomb, F., Bensahel, L., Fontanel, J. (2007), The concepts of economic war and economic conflicts in a global market economy in « Arms, War, and Terrorism in the global economy today, Ed. Wolfram Elsner, Ed. LIT Verlag, Bremen Schriften zur Konverzion, Band 13, Hamburg.

Engels F. (1878). Antidürring, Editions sociales, Paris.

Engels, F. (1883), Guerre mondiale et révolution, Appendice aux Ecrits militaires de Marx-Engels, Traduction Roger et Eva Dangeville, octobre 2018.

Fontanel, J. (1982). Military Expenditure and Economic Growth: France, Morocco. report written for the United Nations, 6. New York

Fontanel, J. (1983), L'économie des armes, La Découverte, Paris.

Fontanel, J. (1993), The economics of disarmament, in Handbook of Defense Economics, Vol.1. (Hartley and Sandler eds), North Holland, Elsevier Sciences, Amsterdam.

Fontanel J. (1993) (editor). Economistes de la paix. Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (1981, 1995), Les organisations économiques internationales), Masson, Paris.

Fontanel, J. (1993), Economistes de la paix, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (1995), Dépenses militaires et désarmement, Publisud, Paris.

Fontanel, J., Smith, R. (2003), Les conséquences économiques de la paix, in "Economistes de la Paix,

Fontanel, J. (2003), La paix par la globalization, in "Civilisations, globalization et guerre. Discours d'économistes". Ed. Jacques Fontanel, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble. PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (2003), Civilisation, globalization et guerre, Presses Universitaires de Grenoble. PUG, Grenoble.

Fontanel, J., Coulomb, F. (2003), L'avenir de l'empire américain, in Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes. (Fontanel, Ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (2008), The birth of the political economy or the economy in the heart of politics : Mercantilism, Defence and Peace Economics, n° 19, 2008.

Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), The genesis of Economic Thought concerning war and peace, Defence and Peace Economics, n° 19, 2008.

Fontanel, J., Bensahel, L., Echinard, Y. (2008), French Utopian Economists of the 19th Century, Defence and Peace Economics, 2008.

Galbraith, J.K. Préface (1965, 1994) La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres, Calmann Levy

Fukuyama (1992), The End of History and the Last Man. Free Press, 1992.

Galbraith J.K. (1993). La république des satisfaits ; la culture du contentement aux Etats-Unis. Editions du Seuil, Paris.

Galbraith, J.K. (1993), Le pouvoir autonome : une vue économique, in Economistes de la paix, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Gilpin, R. (1987), The Political Economy of International Relations, Princeton University Press, Princeton.

Hilferding R. (1910). Le capital financier. Editions de Minuit, Paris.

Hirschman A.O. (1945). National power and the structure of foreign trade.

Kautsky, K. (1902), The social revolution, Charles Kerr & Co. London.

Keynes, J.M. 1920), The Economic Consequences of the peace, Harcourt, Brace and Howe, London.

Keynes J.M. (1919-1946). Collected writings, edited by D. Moggridge, Macmillan, St Martin's Press for the Royal Economic Society.

Klein, L.R. (1993), Développement et désarmement. La signification, Economistes de la paix, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Krugman, P. (1998), L'économie auto-organisatrice, De Boek, 128 p.

Krugman, P. (2000), La mondialisation n'est pas coupable, La Découverte, Paris.

Lenin (1916). L'impérialisme, stade suprême du capitalisme. Editions sociales, Paris, 1971.

Leontief, W., Duchin, F. (1983), Worldwide Implications of hypothetical changes in military spending. Rapport pour le Groupe des Nations Unies « Désarmement pour le Développement ». New York.

List F. (1841). Système national d'économie politique, Capelle Editeur, Paris 1857.

Luxemburg R. (1913). L'accumulation du capital, Maspéro, Paris 1967.

Malthus T.R. (1798). Essai sur le principe de population. Flammarion, Paris 1992.

Marx K. (1848), Discours sur le libre-échange, in Œuvres complètes, Economie I, La Pléiade, Paris 1963.

Mill J.S. (1873). Principes d'économie politique. Tome second. Guillaumin et Cie, Paris.

Molinari G. (de). (1898). *Grandeur et décadence de la guerre*. Guillaumin et Cie, Paris.

Mun, T. (1621), *A discourse of Trade from England into the East Indies*, London.

Pareto V. (1896, 1897). *Cours d'économie politique*. Librairie Droz, Genève 1964.

Passy F. (1904). *L'éducation pacifique* dans Passy F. (editor), *La paix et l'enseignement pacifique*, Félix Alcan éditeur, Paris, pp. 9-24.

Perroux, F. (1958), *La coexistence poacifique*, Presses Universitaires de France, Paris.

Proudhon P.J. (1861). *La guerre et la paix. Recherches sur le principe et la constitution du droit des gens*. In *Œuvres complètes*, Editions Rivière, Paris 1930.

Quesnay F. (1756 – 1767), *Textes annotés*, in F. Quesnay et la physiocratie, Volume 2, Institut national d'études démographiques et Presses universitaires de France, Paris 1958.

Ricardo D. (1817), *On the Principles of Political Economy and Taxation*, in *Œuvres complètes*. Guillaumin et Cie. Paris.

Richardson L.F. (1960). *Arms and insecurity – A mathematical study of the causes and the origins of war*. The Boxwood Press, Pittsburgh and Quadrangle Books Inc., Chicago.

Robinson J. (1972). *L'économie moderne*, Eastwel.

Roemer, J. (2001), *Political Competition : Theory and Applications*, [Harvard University Press](#), r

Roscher W. (1872). *Recherches sur divers sujets d'économie politique*, Guillaumin et Cie, Paris.

Rostow W.W. (1963). *Les étapes de la croissance économique. Un manifeste non-communiste*. Le Seuil, Paris.

Say J.B. (1828). *Cours d'économie politique*. Flammarion, Paris 1996.

Schelling (1966), *Arms and Influence*, Yale University Press, New Haven, CT.

Schmoller G. (1902). *Politique sociale et économie politique*. Giard et Brière, Paris.

Schumpeter J.A. (1919), *Impérialisme et classes sociales*, Flammarion, Paris 1984.

Schumpeter J.A. (1942), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Editions Payot, Paris 1965.

Schwartz, R. (1993), *Des épées aux charrues*, Economistes de la paix, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Smith A. (1776). *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Garnier-Flammarion, Paris 1991.

Smith R. (1989). *Models of military expenditures*. *Journal of Applied Econometrics*, 4 (4). PP. 345-359.

Smith, R., Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations, in Fontanel, J., & Chatterji, M. (Eds.), War, peace and security, contributions to conflict management, peace economics and development. London: Emerald.

Sombart W. (1913). *Guerre et capitalisme*. Payot, Paris.

Turgot A.R. (1750). *Formation et distribution des richesses*. Flammarion, Paris 1997.

Veblen T. (1915). *Imperial Germany and the industrial revolution*, A. M. Kelley, New York, 1964

Veblen T. (1917). *An inquiry into the nature of peace and the terms of its perpetuation*, A. M. Kelley, New York, 1964

Walras L. (1883), *Théorie mathématique de richesse sociale*, in Walras (1860-1909). *Œuvres complètes*, Economica, Paris 1996.

Walras, L. (1874) *Éléments d'économie politique pure, ou théorie de la richesse sociale*. in Walras (1860-1909). *Œuvres complètes*, Economica, Paris 1996.

Walras, L. (1898) *Études d'économie politique appliquée. Théorie de la production de la richesse sociale*, in Walras (1860-1909). *Œuvres complètes*, Economica, Paris 1996.